

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2025 de SUEZ S.A.

Les diligences d'examen limité sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport d'examen limité sera émis après l'obtention du rapport des auditeurs des entités cotées mises en équivalence.

1. États financiers consolidés

1.1 État de la situation financière consolidée

	Note	30 juin 2025	31 décembre 2024
Actifs non courants			
Goodwill	8	4 570	4 574
Actifs incorporels	8	3 719	3 943
Actifs corporels	8	2 289	2 261
Droits d'utilisation		667	701
Actifs financiers non courants	11	412	387
Participations dans les coentreprises et entreprises associées	10	2 651	2 738
Actifs contrats non courants	9.1	63	56
Impôts différés actifs		449	474
Autres actifs non courants	9.1	12	11
Total Actifs non courants		14 832	15 145
Actifs courants			
Actifs financiers courants	11	314	301
Stocks	9.1	321	312
Clients et autres débiteurs	9.1	3 315	3 035
Actifs contrats courants	9.1	284	313
Créances d'impôts exigibles		72	109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 214	1 282
Autres actifs courants	9.2	923	844
Total Actifs courants		6 444	6 196
Total Actif		21 275	21 341
Capitaux propres part du Groupe		5 400	5 797
Participations ne donnant pas le contrôle	12.2	403	452
Total Capitaux Propres		5 803	6 249
Passifs non courants			
Provisions non courantes	13	1 149	1 154
Passifs financiers non courants	11	6 307	6 362
Passifs contrats non courants	9.1	158	164
Impôts différés passifs		1 114	1 159
Autres passifs non courants	9.2	49	37
Total Passifs non courants		8 776	8 877
Passifs courants			
Provisions courantes	13	139	161
Passifs financiers courants	11	742	390
Fournisseurs et autres créditeurs	9.1	2 354	2 375
Passifs contrats courants	9.1	572	589
Dettes d'impôts exigibles		64	96
Autres passifs courants	9.2	2 825	2 605
Total Passifs courants		6 696	6 216
Total Passif et Capitaux Propres		21 275	21 341

1.2 Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Chiffre d'affaires		4 598	4 550
Achats		(1 088)	(1 112)
Charges de personnel		(1 311)	(1 237)
Amortissements, dépréciations et provisions		(438)	(445)
Autres charges opérationnelles		(1 831)	(1 838)
Autres produits opérationnels		61	93
Résultat opérationnel courant	4	(10)	12
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers		(5)	(16)
Restructurations		(32)	(18)
Effets de périmètre		(6)	(4)
Résultats de cessions et autres		(24)	(5)
Résultat des activités opérationnelles	5	(76)	(31)
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence		97	82
<i>dont quote-part de résultat net des coentreprises</i>	10.1	16	24
<i>dont quote-part de résultat net des entreprises associées</i>	10.2	81	57
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence		21	51
Coût de l'endettement financier		(98)	(86)
Autres produits et charges financiers		3	(3)
Résultat financier	6	(96)	(88)
Impôt sur les résultats	7	(39)	(27)
Résultat net		(114)	(64)
Résultat net part du Groupe		(121)	(83)
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		7	19

Au premier semestre 2025, le résultat net part du Groupe inclut un effet net d'impôt de (81) millions d'euros au titre des effets des PPA et (88) millions d'euros pour le résultat net contre respectivement (79) millions d'euros et (85) millions d'euros au premier semestre 2024.

1.3 État consolidé du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Quote-part du Groupe	Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle	Semestre clos le 30 juin 2024	Quote-part du Groupe	Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle
Résultat Net	(114)	(121)	7	(64)	(83)	19
Couverture d'investissement ^(a)	60	60	-	1	1	-
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	(14)	(15)	1	(16)	(16)	(0)
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	-	-	-	0	0	-
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	(1)	(1)	(0)	(2)	(2)	-
Ecart de conversion ^(b)	(351)	(327)	(24)	68	66	2
Total éléments recyclables	(306)	(283)	(24)	51	48	2
Dont quote-part des coentreprises sur éléments recyclables, nette d'impôt ^(c)	(57)	(57)	-	3	3	-
Dont quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables, nette d'impôt ^(d)	(76)	(76)	-	3	3	-
Pertes et gains actuariels	9	9	(0)	11	11	-
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	(3)	(3)	(0)	(3)	(3)	-
Instruments de capitaux propres	(2)	(2)	-	(4)	(4)	-
Impôts différés sur instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Total éléments non recyclables	5	5	(0)	4	4	-
Dont quote-part des coentreprises sur éléments non recyclables, nette d'impôt	-	-	-	-	-	-
Dont quote-part des entreprises associées sur éléments non recyclables, nette d'impôt	-	-	-	1	1	-
Autres éléments du résultat global	(301)	(278)	(24)	54	52	2
Résultat global	(416)	(399)	(17)	(10)	(31)	22

- (a) En juin 2024, le Groupe a mis en place des produits dérivés (cross-currency swaps) qualifiés de couverture d'investissement net, pour un montant nominal de 600 millions d'euros, pour couvrir ses participations détenues en Chine. La part efficace comptabilisée en capitaux propres est de 60 millions d'euros en juin 2025 et de 1 million d'euros en juin 2024. La part inefficace comptabilisée en résultat est de (3) millions d'euros en juin 2025 contre 4 millions d'euros en juin 2024.
- (b) Au 30 juin 2025, les (351) millions d'euros d'écarts de conversion proviennent principalement du Yuan chinois pour (174) millions d'euros, du dollar de Hong-Kong pour (86) millions d'euros et de la livre sterling pour (56) millions d'euros. Au 30 juin 2024, les 68 millions d'euros d'écarts de conversion provenaient principalement de la livre sterling pour 46 millions d'euros et du Yuan chinois pour 9 millions d'euros.
- (c) Au 30 juin 2025, les (57) millions d'euros proviennent du Yuan chinois.
- (d) Au 30 juin 2025, les (76) millions d'euros proviennent principalement du Yuan chinois pour (77) millions d'euros.

1.4 État de la variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Ecarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2024	6 182 090 860	62	5 808	(142)	167	(98)	5 797	452	6 249
Résultat net				(121)			(121)	7	(114)
Autres éléments du résultat global				5	44	(327)	(278)	(24)	(301)
Résultat global				(116)	44	(327)	(399)	(17)	(416)
Dividendes distribués en numéraire ^(a)							-	(46)	(46)
Augmentation de capital de la part des participations ne donnant pas le contrôle							-	3	3
Transactions entre actionnaires				(1)			(1)	(1)	(2)
Regroupement d'entreprises ^(b)							-	14	14
Autres variations				3			3	(2)	1
Capitaux propres au 30 juin 2025	6 182 090 860	62	5 808	(255)	211	(425)	5 400	403	5 803

- (a) Sur le premier semestre 2025, des distributions de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle ont été approuvées pour un montant de 46 millions d'euros.
(b) Au 30 juin 2025, 13 millions d'euros proviennent de l'acquisition de Gruppo Ecosistem en Italie (voir Note 2.1)

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Ecarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2023	6 180 415 958	62	5 808	88	202	(267)	5 892	424	6 316
Résultat net				(83)			(83)	19	(64)
Autres éléments du résultat global				4	(18)	66	52	2	54
Résultat global				(80)	(18)	66	(31)	22	(10)
Dividendes distribués en numéraire							-	(14)	(14)
Augmentation de capital							-	1	1
Regroupement d'entreprises							-	2	2
Autres variations				3			3	(0)	3
Capitaux propres au 30 juin 2024	6 180 415 958	62	5 808	11	185	(201)	5 864	435	6 298

1.5 État consolidé des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Résultat net		(114)	(64)
Amortissements, dépréciations et provisions		418	442
Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		60	67
Quote-part de résultat net des coentreprises		(16)	(24)
Quote-part de résultat net des entreprises associées		(81)	(57)
Résultat financier	6	96	88
Résultats de cession et effets de périmètre		(3)	0
Autres éléments sans effet de trésorerie		7	3
Charge d'impôt	7	39	27
Marge brute d'autofinancement avant résultat financier et impôt		406	480
Impôt versé y compris retenues à la source sur redevances		(31)	(38)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	9	(119)	(20)
Flux issus des activités opérationnelles		256	422
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		(151)	(8)
Acquisitions de participations dans les coentreprises et entreprises associées		(24)	(8)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres		(5)	(11)
Cessions de participations dans les coentreprises et entreprises associées		28	-
Cessions d'instruments de capitaux propres		0	2
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés		(2)	(1)
Investissements corporels et incorporels	8	(300)	(239)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		9	5
Autres intérêts nets sur actifs financiers		4	4
Intérêts financiers reçus		16	18
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants		1	1
Variation des prêts et créances financières		22	16
Flux issus des activités d'investissement		(403)	(220)
Augmentation ou diminution de capital des participations ne donnant pas le contrôle		2	1
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle ^(a)		(45)	(26)
Nouveaux emprunts et dettes financières ^(b)	11	792	53
Remboursement de dettes de location	11	(71)	(87)
Remboursement d'emprunts et de dettes financières ^(b)	11	(496)	(23)
Intérêts financiers sur dette de location		(10)	(7)
Intérêts financiers versés		(70)	(73)
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net et soultes sur instruments financiers dérivés		(5)	2
Flux issus des activités de financement		97	(159)
Total des flux de la période		(50)	44
Effet des variations de change et divers		(19)	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 282	1 204
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		1 214	1 253

(a) Dont 36 millions d'euros de dividendes versés aux minoritaires de l'Asie, 3 millions d'euros aux minoritaires d'un partenariat en Australie et 3 millions d'euros à des minoritaires en France sur le premier semestre de 2025.

(b) Dont 744 millions d'euros de tirage et (402) millions d'euros de remboursements de billets de trésorerie sur le premier semestre de 2025 (voir Note 11)

2. Notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Note 1 Base de présentation, principes et méthodes comptables

1.1 Présentation du Groupe

La société SUEZ S.A a été créée le 15 juillet 2021 afin de permettre l'acquisition, auprès de Veolia, d'un ensemble d'activités de l'ancien groupe SUEZ consécutivement à l'aboutissement le 18 janvier 2022 de l'OPA de Veolia, la prise de contrôle de ce périmètre s'étant produite le 31 janvier 2022. Elle est contrôlée à 97% par la société SUEZ Holding S.A.S. (détenue par Meridiam Sustainable Water & Waste Fund – 40%, GIP IV Highbury Luxco – 40% et Caisse des Dépôts et CNP Assurances – 20%) et à 3% par les salariés.

Les activités du Groupe, composé de la société SUEZ S.A. et de toutes les filiales qu'elle contrôle, s'articulent essentiellement autour :

- De l'eau municipale (Eau France) et le recyclage et la valorisation des déchets (R&V France) en France ;
- Des activités dans l'eau dans les géographies suivantes : Italie (y compris la participation dans Acea), République tchèque, Afrique, Asie centrale, Inde, Chine, Australie ;
- Des activités de déchets au Royaume-Uni, en Asie et en Afrique, ainsi que des activités de déchets dangereux en France, en Afrique du Sud et en Italie.

1.2 Référentiel et Base de préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n°297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2025, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Cette norme permet notamment de présenter une sélection de notes explicatives. Les états financiers n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2024, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier semestre 2025 du Groupe (ci-après « les états financiers ») ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis lors des regroupements d'entreprises qui sont comptabilisés conformément à la norme IFRS 3, et des instruments financiers qui sont comptabilisés conformément au traitement des différentes catégories d'actifs et de passifs financiers définies par la norme IFRS 9. Les données comparatives au 31 décembre 2024 correspondent aux comptes consolidés du Groupe tels que définis ci-avant. Les données comparatives au 30 juin 2024 correspondent aux comptes de SUEZ S.A. établis au titre de la période du 1er janvier au 30 juin 2024.

Les états financiers ont été établis selon des méthodes comptables et modalités de calcul identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice 2024, états financiers annuels les plus récents du Groupe, à l'exception des particularités décrites en Note 1.4.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros et arrondis au million d'euros le plus proche. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration de SUEZ S.A. le 29 juillet 2025.

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, appliqués pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2025

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 sont les suivants :

Textes	Impacts
Amendements d'IAS 21 – Absence de convertibilité	Ces amendements n'ont pas d'impact pour le Groupe.

Normes IFRS et amendements applicables après 2025 et non anticipés

- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 – Classification et évaluation des instruments financiers
- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 – Contrats d'électricité dépendant de facteurs naturels
- Amendements ciblés aux IFRS (améliorations annuelles)
- IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers

L'analyse de l'incidence éventuelle de ces amendements et de la norme IFRS 18 est en cours.

1.3 Utilisation d'estimations et de jugements

L'environnement économique et financier conduit le Groupe à maintenir ses procédures de suivi des risques sur les instruments financiers et actifs opérationnels. Cet environnement entraînant une volatilité importante des marchés est pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les *business plans* et les différents taux d'actualisation utilisés à la fois pour les tests de valeur et les calculs de provisions. La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que des produits et charges de l'exercice. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Outre l'utilisation d'estimations, le management exerce son jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Les états financiers ont été établis selon des estimations et zones de jugement similaires à ceux décrits en note 1.4 des comptes consolidés du Groupe établis au 31 décembre 2024.

1.4 Particularités propres à l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés

1.4.1 Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières, mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2025 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2025.

1.4.2 Impôts sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

1.4.3 Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées au début de l'exercice. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

1.4.4 Provisions pour reconstitution de sites

Ces provisions sont recalculées une fois par an pour l'établissement de l'état de situation financière au 31 décembre (cf. Note 13.4 des états financiers consolidés au 31 décembre 2024). Au 30 juin 2025, ces provisions ont été ajustées pour tenir compte de l'évolution des taux d'actualisation et d'inflation sur la période.

Note 2 Événements majeurs du semestre

2.1 Principales variations de périmètre

Le 30 avril 2025, SUEZ a finalisé l'acquisition de Gruppo Ecosistem et détient désormais 85% de l'entreprise, acteur de référence de la gestion des déchets industriels en Italie. Fondé en 1988, Gruppo Ecosistem et ses 400 employés proposent des solutions de traitement des déchets dangereux et non dangereux à ses clients industriels implantés dans le sud de la péninsule.

Ce développement sur le marché italien représente une étape clé dans la réalisation des objectifs de croissance internationale du Groupe. Cela renforce la présence européenne de SUEZ dans les activités R&V et conforte son positionnement sur le marché stratégique des déchets industriels, dont les déchets dangereux.

Gruppo Ecosistem est intégré dans la Business Unit Déchets Dangereux au sein du secteur opérationnel Recyclage et Valorisation.

L'exercice d'allocation du prix d'acquisition est en cours au 30 juin 2025, conduisant à la reconnaissance d'un goodwill préliminaire de 107 millions d'euros.

La contribution aux états financiers du 30 juin 2025 de Gruppo Ecosistem au chiffre d'affaires, à l'EBITDA et au résultat net s'élève respectivement à 20 millions d'euros, 5 millions d'euros et 3 millions d'euros.

Si cette acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2025, l'estimation du chiffre d'affaires et l'EBITDA s'élèverait respectivement élevés à 67 millions d'euros et 15 millions d'euros sur le premier semestre 2025.

Note 3 Information sectorielle

Trois secteurs opérationnels regroupant les activités des différentes *business units* ont été retenus pour présenter l'information sectorielle du Groupe et ont été identifiés sur la base des reportings internes, notamment ceux suivis par les co-directeurs généraux, membres du Comité Exécutif, et considérés comme principaux décideurs opérationnels du Groupe :

- Eau ;
- Recyclage et Valorisation ;
- Autres activités.

Les indicateurs présentés correspondent à ceux régulièrement fournis au principal décideur opérationnel via les reportings internes, à savoir chiffre d'affaires, EBITDA, EBIT et investissements, ainsi que les informations incluses dans ces indicateurs visées par le paragraphe 23 d'IFRS 8, à savoir les dotations aux amortissements et la quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées.

3.1 Secteurs opérationnels

Les secteurs opérationnels sont les suivants :

- **Eau** : prestations de distribution et de traitement des eaux, notamment dans le cadre de contrats de concession (gestion de l'eau). Elles sont délivrées au profit de particuliers, de collectivités locales ou d'industriels.
- **Recyclage et Valorisation** : prestations de service et de traitement des déchets vis-à-vis des collectivités locales et des industriels. Elles incluent la collecte, le tri, le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique et l'enfouissement, pour les déchets banals et les déchets dangereux.
- le secteur **Autres activités** est principalement constitué des activités Digital Solutions et holdings, dont SUEZ S.A.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA et EBIT font l'objet d'une réconciliation aux comptes consolidés ci-après.

3.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

3.2.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025			Semestre clos le 30 juin 2024		
	Externe	Intragroupe	Total	Externe	Intragroupe	Total
Eau	1 719	25	1 744	1 641	23	1 664
Recyclage et Valorisation	2 847	33	2 880	2 875	32	2 907
Autres activités	33	79	111	34	68	102
Elimination des transactions internes		(136)	(136)		(124)	(124)
Total chiffre d'affaires	4 598	-	4 598	4 550	-	4 550

3.2.2 EBITDA

L'EBITDA par secteur se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025				Semestre clos le 30 juin 2024			
	Eau	Recyclage et Valorisation	Autres Activités	Total	Eau	Recyclage et Valorisation	Autres Activités	Total
Chiffre d'affaires	1 719	2 847	33	4 598	1 638	2 877	34	4 550
Achats	(371)	(691)	(26)	(1 088)	(319)	(773)	(20)	(1 112)
Charges de personnel	(510)	(658)	(143)	(1 311)	(496)	(612)	(129)	(1 237)
(-) Paiement fondé sur des actions	-	(0)	22	22	-	-	24	24
Amortissements, dépréciations et provisions	(179)	(219)	(41)	(438)	(183)	(207)	(55)	(445)
(-) Dotations aux amortissements	172	209	41	422	175	218	50	444
(-) Dotations aux provisions (risques et commerciales)	7	9	(1)	16	8	(12)	4	1
Autres charges d'exploitation	(626)	(1 246)	41	(1 831)	(662)	(1 214)	39	(1 838)
(-) Charges nettes décaissées des concessions	93	65	-	158	85	69	-	154
(-) Impôts et taxes au titre d'IFRC 21	4	9	1	14	4	7	2	12
(+) Autres	(0)	(0)	7	7	-	-	3	3
Autres produits d'exploitation	15	25	21	61	24	45	24	93
(+) Résultat incluant l'impact des MEE	88	9	-	97	79	8	(5)	82
EBITDA	412	360	(46)	726	350	410	(27)	733
dont effets des PPA	(5)	(1)	-	(6)	(5)	(1)	-	(6)

3.2.3 Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Eau	88	80
Recyclage et Valorisation	9	7
Autres activités	-	(5)
Total Quote-part de résultat net des coentreprises et entreprises associées	97	82

3.2.4 EBIT

L'EBIT peut être rapproché du Résultat Opérationnel de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(10)	12
(+) Quote part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	97	82
(-) Impôts et taxes au titre d'IFRIC21	14	12
(-) Autres	-	(0)
EBIT	102	106

L'EBIT par secteur se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025	dont effets PPA	Semestre clos le 30 juin 2024	dont effets PPA
Eau	133	(59)	78	(59)
Recyclage et Valorisation	72	(49)	136	(48)
Autres activités	(103)	(6)	(109)	(6)
Total EBIT	102	(114)	106	(113)

3.2.5 Dotations aux amortissements

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025	dont effets PPA	Semestre clos le 30 juin 2024	dont effets PPA
Eau	(172)	(54)	(177)	(55)
Recyclage et Valorisation	(209)	(48)	(216)	(47)
Autres activités	(41)	(6)	(50)	(6)
Total Dotations aux amortissements	(422)	(108)	(444)	(107)

3.2.6 Investissements de maintenance et de développement

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Eau	(77)	(76)
Recyclage et Valorisation	(189)	(144)
Autres activités	(34)	(19)
Total Investissements	(300)	(239)
<i>dont investissements de maintenance</i>	<i>(132)</i>	<i>(117)</i>
<i>dont investissements de développement</i>	<i>(168)</i>	<i>(122)</i>

3.3 Chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires présenté ci-dessous est ventilé par zone de commercialisation à la clientèle.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
France métropolitaine	2 622	2 606
Royaume-Uni	706	694
Reste de l'Europe	486	527
Asie	295	274
Reste du monde	490	449
Chiffre d'affaires	4 598	4 550

Note 4 Résultat opérationnel courant

4.1 Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Eaux municipales	1 391	1 323
Recyclage et valorisation des déchets municipaux et industriels	2 842	2 877
Contrats de construction, ventes d'équipement, ingénierie et prestations de services	364	350
TOTAL	4 598	4 550

4.2 Charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Avantages à court terme	(1 279)	(1 203)
Paiements fondés sur des actions	(22)	(27)
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	(10)	(7)
TOTAL	(1 311)	(1 237)

4.3 Amortissements, dépréciations et provisions

Les montants indiqués ci-dessous sont nets de reprise.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Amortissements	(422)	(444)
<i>dont amortissements relatifs aux PPA</i>	<i>(107)</i>	<i>(107)</i>
Dépréciations sur stocks, créances commerciales et autres actifs	(16)	(9)
Variation nette des provisions ^(a)	-	8
TOTAL	(438)	(445)

(a) Hors provisions pour avantages postérieurs à l'emploi présentées en Note 13.1

La répartition par nature d'actif figure dans la Note 8.

4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025		Semestre clos le 30 juin 2024	
	Valeur	% CA	Valeur	% CA
Autres produits opérationnels	61	1%	93	2%
Autres charges opérationnelles	(1 831)	(40)%	(1 838)	(40)%
Sous-traitance	(792)	(17)%	(732)	(16)%
Impôt et taxes hors impôts sur les sociétés	(247)	(5)%	(211)	(5)%
Dépenses d'entretien	(219)	(5)%	(229)	(5)%
Charges nettes décaissées des concessions	(158)	(3)%	(154)	(3)%
Personnel extérieur	(58)	(1)%	(70)	(2)%
Coûts de location	(62)	(1)%	(61)	(1)%
Coûts des constructions	(75)	(2)%	(78)	(2)%
Frais d'assurance	(47)	(1)%	(49)	(1)%
Frais de transport	(52)	(1)%	(53)	(1)%
Pertes sur créances	(16)	0%	(11)	0%
Autres charges	(107)	(2)%	(191)	(4)%
TOTAL	(1 770)	(39)%	(1 745)	(38)%

Note 5 Résultat des activités opérationnelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Résultat opérationnel courant	(10)	12
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers	(5)	(16)
Restructurations	(32)	(18)
Effets de périmètre	(6)	(4)
Résultats de cessions et autres	(24)	(5)
Résultat des activités opérationnelles	(76)	(31)

Au premier semestre 2025, les charges de restructuration de 32 millions d'euros incluent principalement des indemnités de départ pour 10 millions d'euros (contre 8 millions d'euros sur le premier semestre 2024), majoritairement en France, et les coûts relatifs aux plans de transformation pour 6 millions d'euros (6 millions d'euros au premier semestre 2024) encourus dans les entités françaises. En 2025, elles incluent également les coûts non-récurrents relatifs au changement de siège social pour 14 millions d'euros.

Les résultats de cessions et autres éléments non récurrents d'un montant total de (24) millions d'euros incluent notamment le coût estimé du sinistre sur le centre de tri de Batignolles (voir Note 13), ainsi que des coûts d'implémentation de projet SaaS considérés comme non immobilisables.

Sur le premier semestre 2024, les pertes de valeur sur actifs incorporels, corporels et financiers correspondaient essentiellement à la dépréciation d'un site de l'activité Recyclage et Valorisation en France pour 6 millions d'euros, ainsi qu'à des dépréciations relatives aux activités au Mexique et au Chili pour respectivement 4 millions d'euros et 3 millions d'euros. Les effets de périmètre comprenaient principalement la moins-value de cession de SUEZ Brésil pour 11 millions d'euros et de la revalorisation de la quote-part précédemment détenue de la société SEG (Gournay) à la suite de sa prise de contrôle, pour 4 millions d'euros.

Note 6 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025			Semestre clos le 30 juin 2024		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Coût de l'endettement financier net	(123)	24	(98)	(113)	27	(86)
Autres produits et charges financiers	(19)	22	3	(15)	12	(3)
Résultat financier	(142)	47	(96)	(128)	40	(88)

6.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend principalement les charges d'intérêts (calculées au taux d'intérêt effectif) sur la dette brute incluant l'effet des couvertures de taux d'intérêts, le résultat de change et des couvertures de risques de change sur la dette brute, les produits d'intérêts sur placements de trésorerie et la variation de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025			Semestre clos le 30 juin 2024		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Charges d'intérêts sur dette brute	(100)	-	(100)	(102)	-	(102)
Charges d'intérêts sur dette de location	(10)	-	(10)	(7)	-	(7)
Résultat de change sur dettes financières et couvertures	(10)	9	(1)	(4)	9	5
Résultat latent des couvertures économiques sur emprunts	-	-	-	-	-	-
Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	15	15	-	18	18
Résultat financier relatif à une restructuration de dette ou créance financière	(3)	-	(3)	(1)	-	(1)
Coût de l'endettement financier net	(123)	24	(99)	(113)	27	(86)

Le Groupe a recours à des produits dérivés (cross-currency swaps) qualifiés de couverture d'investissement net pour couvrir ses participations en Chine. Au 30 juin 2025, la part inefficace comptabilisée en résultat est de (3) millions d'euros (4 millions d'euros au 30 juin 2024).

6.2 Autres produits et charges financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025			Semestre clos le 30 juin 2024		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Charges d'intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long-terme	(4)	-	(4)	(5)	-	(5)
Désactualisation des autres provisions et passifs long terme	-	9	9	(1)	-	(1)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non compris dans l'endettement net	(3)	-	(3)	(1)	-	(1)
Produits générés par les actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat / capitaux propres non recyclables	-	1	1	-	0	0
Autres	(12)	13	1	(8)	12	4
Autres produits et charges financiers	(19)	22	3	(15)	12	(3)

Note 7 Impôt sur les sociétés

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Résultat net	(114)	(64)
- Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence	97	82
- Impôt sur les bénéfices	(39)	(27)
Résultat avant impôt des sociétés consolidées en intégration globale	(172)	(119)
Taux effectif d'impôt normatif	-22,92%	-22,35%

La charge d'impôt comptabilisée en résultat sur la période s'élève à (39) millions d'euros. Le taux effectif d'impôt est de (22,92)%, comparé au taux d'imposition français de 25,83%.

Cette situation est notamment induite par l'absence d'intégration fiscale en France au niveau de SUEZ S.A. Les entités françaises appartiennent au groupe d'intégration fiscale formé par SUEZ Holding (mère de SUEZ S.A.). Conformément aux règles fiscales en vigueur et aux conventions d'intégration fiscale les liant à SUEZ Holding, les déficits réalisés au cours d'un exercice par les filiales pendant leur période d'appartenance au Groupe d'intégration fiscale sont automatiquement transmis à SUEZ Holding et seulement une indemnisation partielle de ces déficits est comptabilisée dans les comptes de SUEZ S.A.

La charge d'impôt relative aux entités françaises s'élève à (7) millions d'euros, dont (4) millions d'euros correspondent à la CVAE (taxe française), et celle des entités étrangères à (33) millions d'euros, comprenant la taxe EGL au Royaume-Uni pour un montant de (2) millions d'euros.

Aucune activation de déficits reportables sur le périmètre France intégré fiscalement n'a eu lieu sur le 1^{er} semestre 2025.

En ce qui concerne l'application des règles Pilier II, sur la base de l'analyse préliminaire des juridictions qui pourraient être soumises à une « top-up tax », il a été déterminé que seule SUEZ Holding devrait être redevable de cet impôt. Par conséquent, aucune top-up tax n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés intermédiaires de SUEZ S.A. au 30 juin 2025.

Note 8 Goodwill, actifs incorporels et corporels

<i>(en millions d'euros)</i>	Goodwill	Actifs incorporels	Actifs corporels	Total
A. Valeur brute				
Au 31 décembre 2024	4 574	4 949	4 028	13 552
Acquisitions	-	42	184	226
Cessions	-	(6)	(30)	(36)
Ecart de conversion	(114)	(90)	(34)	(238)
Variations de périmètre	111	2	39	152
Autres	(1)	6	(25)	(20)
Au 30 juin 2025	4 570	4 903	4 162	13 636
B. Amortissements et pertes de valeur cumulés				
Au 31 décembre 2024	-	(1 006)	(1 767)	(2 773)
Amortissements	-	(190)	(155)	(345)
Pertes de valeur	-	-	(4)	(4)
Cessions	-	3	27	30
Ecart de conversion	-	12	4	16
Variations de périmètre	-	-	-	-
Autres	-	(2)	21	19
Au 30 juin 2025	-	(1 183)	(1 874)	(3 057)
C. Valeur comptable nette				
Au 31 décembre 2024	4 574	3 943	2 261	10 778
Au 30 juin 2025	4 570	3 720	2 288	10 578

Le goodwill et les autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet de tests de dépréciation annuels de façon systématique et à chaque fois qu'il existe des indicateurs de perte de valeur. Constituent notamment des indicateurs de perte de valeur toute déviation significative de la performance économique par rapport au budget, toute détérioration significative de l'environnement économique ou toute perte de marché dimensionnante pour l'unité génératrice de trésorerie.

La société procède actuellement à la mise à jour de son plan à moyen terme ; celui-ci sera finalisé au cours du second semestre 2025. En l'absence d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2025, aucun test de dépréciation n'a été réalisé au 30 juin 2025.

8.1 Goodwill

Les variations de goodwill correspondent essentiellement :

- Au goodwill préliminaire reconnu lors de l'acquisition de Gruppo Ecosistem pour 107 millions (voir Note 2.1),
- Aux écarts de change principalement constatés sur la livre sterling ((36) millions d'euros) et le Yuan ((78) millions d'euros),

8.2 Actifs incorporels

Les mouvements des immobilisations incorporelles sur le premier semestre 2025 s'expliquent principalement par :

- 6 millions d'euros d'investissements et 36 millions d'euros d'augmentation des droits incorporels sur contrats de concession,
- Les amortissements de la période pour 190 millions d'euros dont 73 millions d'euros concernant les droits incorporels sur contrats de concession,
- L'impact des écarts de conversion principalement constatés sur la livre sterling ((25) millions d'euros), le renminbi ((23) millions d'euros) et la pataca de Macao ((16) millions d'euros).

8.3 Actifs corporels

Les mouvements des immobilisations corporelles sur le premier semestre 2025 s'expliquent principalement par :

- Les investissements de la période pour 184 millions d'euros, dont 90 millions d'euros en France et 29 millions d'euros au Royaume-Uni,

- Les amortissements de la période pour 155 millions d'euros,
- Les écarts de conversion principalement constatés sur le renminbi ((13) millions d'euros), la livre sterling ((9) millions d'euros) et le rand ((7) millions d'euros).

L'impact des variations de périmètre s'élève en net à 39 millions d'euros, correspondant essentiellement à l'acquisition de Gruppo Ecosistem pour 35 millions d'euros.

Note 9 Besoin en fonds de roulement

9.1 Variation du besoin en fonds de roulement

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du besoin en fonds de roulement net au cours du premier semestre 2025, et la réconciliation de cet indicateur avec celui présenté dans l'état consolidé des flux de trésorerie :

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Mouvements de l'activité	Variation de périmètre et effets de change	Autres variations	30 juin 2025	
Stocks	(+)	312	11	(2)	-	321
Clients et autres débiteurs	(+)	3 035	240	35	6	3 315
Actifs contrats courants	(+)	313	(9)	(14)	(5)	284
Créances d'impôts exigibles	(+)	109	(38)	1	(0)	72
Autres actifs courants	(+)	844	86	0	(7)	923
Actifs contrats non courants	(+)	56	7	-	(0)	63
Autres actifs non courants	(+)	11	0	(0)	1	12
Fournisseurs et autres créanciers	(-)	2 375	(27)	2	4	2 354
Passifs contrats courants	(-)	589	(1)	(6)	(11)	572
Dettes d'impôts exigibles	(-)	96	(30)	(0)	(1)	64
Autres passifs courants	(-)	2 605	223	(3)	0	2 825
Passifs contrats non courants	(-)	164	(10)	1	2	158
Autres passifs non courants	(-)	37	15	(3)	(0)	49
Besoin en Fonds de Roulement net		(1 185)	125	28	1	(1 032)
Reclassement des dettes sur acquisitions			(4)			
Reclassement des actifs et passifs de concession			(30)			
Reclassement des créances et dettes d'impôts exigibles			8			
Reclassement des dividendes à payer et à recevoir			2			
Reclassement des instrument dérivés relatifs au BFR d'exploitation			(3)			
Autres reclassements individuellement non significatifs			20			
Variation du BFR état consolidé des flux de trésorerie			119			

9.2 Autres actifs et passifs courants

La variation des autres actifs et passifs courants sur le premier semestre 2025 est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Variation de périmètre et effets de change	Mouvements de l'activité	Autres variations	30 juin 2025
Créances fiscales (hors créances d'impôts exigibles)	564	5	2	(6)	565
Créances sociales	7	0	1	(0)	8
Charges constatées d'avance	36	2	34	(0)	71
Avances et acomptes versés	88	(3)	(18)	(0)	67
Comptes courants actifs des partenariats et sociétés transparentes	1	(0)	2	-	3
Autres actifs courants bruts	152	(4)	66	(0)	213
Pertes de valeur sur autres actifs courants	(4)	0	(0)	0	(4)
Autres actifs courants	844	0	86	(7)	923
Dettes à reverser pour compte de tiers ^(a)	924	-	76	-	1 000
Dettes sociales ^(b)	825	(2)	(29)	(0)	794
Dettes fiscales (hors dettes d'impôts exigibles) ^(c)	533	(3)	153	(0)	683
Autres produits constatés d'avance	152	1	27	(0)	179
Comptes courants passifs des partenariats et sociétés transparente	1	(0)	2	-	3
Autres passifs courants	170	2	(5)	0	167
Autres passifs courants	2 605	(3)	223	0	2 825

(a) La dette à reverser pour le compte de tiers correspond principalement à des montants (redevances, taxes diverses) recouverts pour le compte soit des collectivités publiques, soit d'autres opérateurs privés quand les activités de distribution d'eau et d'assainissement sont opérées par deux opérateurs différents.

(b) La variation des dettes sociales inclut la variation des dettes relatives aux paiements fondés sur des actions pour un montant de 22 millions d'euros.

(c) L'augmentation de la période concerne principalement les Taxes Générales sur les Activités Polluantes des filiales de Recyclage et Valorisation France qui est acquittée en fin d'année.

9.3 Affacturage

Sur le premier semestre 2024, le Groupe a mis en place un programme d'affacturage pour un montant total financé par le factor de 180 millions d'euros. Ce programme concerne des filiales du secteur Recyclage et Valorisation en France.

Les termes de ce programme d'affacturage prévoient que SUEZ cède à BNP Paribas Factor, selon une fréquence déterminée, le solde de certaines créances commerciales.

Après acceptation et paiement des créances par le factor, SUEZ transfère tous ses droits, actions garanties et accessoires attachés aux créances payées à ce dernier. SUEZ transfère également le bénéfice d'une assurance qu'il aura souscrite préalablement et dont l'objet est la couverture du risque de non-paiement des créances par ses clients. Il s'agit d'un contrat d'affacturage sans recours.

SUEZ se charge de recouvrer les créances affacturées et les montants ainsi collectés sont remis à BNP Paribas Factor.

Ce programme d'affacturage est déconsolidant au sens d'IFRS 9. En effet, SUEZ transfère les droits contractuels liés aux flux de trésorerie et la quasi-totalité des risques et avantages attachés aux créances cédées.

En contrepartie de la trésorerie reçue du factor, SUEZ décomptabilise les créances cédées de son état de situation financière. Les cessions de créances se font à leur valeur nominale, diminuée d'une décote qui sert à couvrir le coût de financement des créances, le risque de retard de paiement et le risque de crédit.

Au 30 juin 2025, le montant financé par le factor s'élève à 152 millions d'euros contre 137 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Note 10 Participations dans les coentreprises et entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	Participations dans les coentreprises	Participations dans les entreprises associées	Total
31 décembre 2024	612	2 126	2 738
Acquisitions et augmentations de capital	-	16	16
Cessions	-	(6)	(6)
Dividendes	(7)	(55)	(61)
Résultat	16	81	97
Ecart de conversion	(57)	(83)	(140)
Autres	(2)	9	7
30 juin 2025	562	2 089	2 651

10.1 Participations dans les coentreprises

Au 30 juin 2025, les participations les plus significatives sont les joint-ventures chinoises codétenues par les collectivités locales concédantes. Elles représentent 33 entités juridiques différentes, dont 2 entités représentant 44% du montant présenté en participations dans les co-entreprises.

<i>(en millions d'euros)</i>	Participations dans les coentreprises		Quote-part de résultat net dans les coentreprises	
	30 juin 2025	31 décembre 2024	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
JV chinoises	522	567	18	23
<i>dont Jiangsu Sino French Water Company Ltd</i>	95	103	3	4
<i>dont Chongqing Sino French Water Supply Co. Ltd.</i>	150	167	2	4
Autres (contributions individuelles inférieures à 5% du total)	40	45	(2)	2
Total	562	612	16	24

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Résultat net	16	24
Autres éléments du résultat global (OCI)	(57)	3
Résultat global	(41)	28

10.2 Participations dans les entreprises associées

Les participations et quote-part de résultat dans les entreprises associées se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Participations dans les entreprises associées		Quote-part de résultat net dans les entreprises associées	
	30 juin 2025	31 décembre 2024	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Groupe Acea	931	928	51	34
Groupe Suyu	624	676	16	19
Autres (contributions individuelles inférieures à 10% du total)	534	522	15	5
Total	2 089	2 126	81	57

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Résultat net	81	57
Autres éléments du résultat global (OCI)	(76)	3
Résultat global	6	61

Les participations dans les entreprises associées les plus significatives sont les groupes Acea et Suyu.

Le groupe Acea détenu à 23,33% par le Groupe SUEZ est coté à la Bourse de Milan. Au 30 juin 2025, la valeur comptable d'Acea dans l'état de situation financière du Groupe est de 931 millions d'euros contre 928 millions d'euros au 31 décembre 2024. La valeur boursière équivalente du Groupe Acea s'élève à 968 millions d'euros à fin juin 2025.

Note 11 Actifs et passifs financiers

Les différentes catégories d'actifs et passifs financiers sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2025			31 décembre 2024		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	64	48	112	29	37	66
<i>Instruments financiers dérivés</i>	55	48	104	19	37	56
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	9	-	9	10	-	10
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	51	-	51	49	-	49
Prêts et créances au coût amorti	297	3 581	3 878	310	3 299	3 609
<i>Clients et autres débiteurs</i>	-	3 314	3 314	-	3 035	3 035
<i>Autres prêts et créances au coût amorti</i>	297	266	563	310	264	574
Actifs financiers (incluant les créances clients et autres débiteurs)	412	3 629	4 041	388	3 336	3 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1 214	1 214	-	1 282	1 282
Total actifs financiers et trésorerie	412	4 843	5 255	388	4 618	5 006
Passifs financiers	6 307	742	7 049	6 362	390	6 753
<i>Dettes financières</i>	5 717	561	6 279	5 752	204	5 956
<i>Dettes de location</i>	579	130	709	592	145	736
<i>Instruments financiers dérivés</i>	9	51	60	16	42	58
<i>Autres passifs financiers</i>	2	-	2	3	-	3
Fournisseurs et autres créditeurs	-	2 353	2 353	-	2 375	2 375
Passifs financiers (incluant les dettes fournisseurs et autres créditeurs)	6 307	3 095	9 402	6 362	2 765	9 128

Endettement financier net

(en millions d'euros)	30 juin 2025			31 décembre 2024		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
<i>Emprunts obligataires</i>	5 501	-	5 501	5 524	-	5 524
<i>Billets de trésorerie</i>	-	342	342	-	-	-
<i>Tirages sur facilités de crédit</i>	104	-	104	87	3	90
<i>Autres emprunts bancaires</i>	93	63	156	122	74	196
<i>Autres emprunts</i>	55	32	87	59	50	109
<i>Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie</i>	-	28	28	-	22	22
<i>Impact du coût amorti ^(a)</i>	(36)	96	60	(40)	55	15
Dettes financières	5 717	561	6 279	5 752	204	5 956
Dettes de location	579	130	709	592	145	736
Instruments financiers dérivés au passif relatif à la dette ^(b)	9	20	29	16	16	32
Dettes brute	6 305	711	7 016	6 359	365	6 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(1 214)	(1 214)	-	(1 282)	(1 282)
Instruments financiers dérivés à l'actif relatif à la dette ^(b)	(55)	(18)	(73)	(18)	(12)	(30)
Trésorerie active	(55)	(1 232)	(1 287)	(18)	(1 294)	(1 313)
Endettement financier net	6 250	(521)	5 729	6 341	(930)	5 411
Impact du coût amorti	36	(96)	(60)	40	(55)	(15)
Instruments dérivés	46	(2)	44	2	(4)	(2)
Endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	6 333	(619)	5 713	6 383	(988)	5 395

(a) Ce poste comprend les intérêts courus non échus sur la dette financière brute ainsi que les primes et frais de mise en place des emprunts restant à amortir.

(b) Il s'agit de la juste valeur des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

La variation de l'endettement financier net sur le premier semestre 2025 s'explique comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Flux non cash					30 juin 2025		
		Flux cash	Effet de change	Variation de périmètre	Variation de juste valeur de et coût amorti	Autres flux	Total	dont Courant	dont Non Courant
<i>Emprunts obligataires</i>	5 524	-	(22)	-	-	-	5 501	-	5 501
<i>Billets de trésorerie</i>	-	342	-	-	-	-	342	342	-
<i>Tirages sur facilités de crédit ^(a)</i>	90	4	(1)	-	-	10	104	-	104
<i>Autres emprunts bancaires</i>	196	(30)	(13)	13	-	(10)	156	63	93
<i>Autres emprunts ^(b)</i>	109	(19)	(3)	(0)	-	-	87	32	55
<i>Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie</i>	22	0	(0)	6	-	0	28	28	-
<i>Impact du coût amorti</i>	15	(3)	1	-	48	(1)	60	96	(36)
Dettes financières	5 956	295	(38)	19	48	(1)	6 279	561	5 717
Dettes de location	736	(71)	(4)	(1)	(3)	51	709	130	579
Instruments financiers dérivés au passif relatif à la dette	32	-	13	-	4	(20)	29	20	9
Dettes brute	6 724	224	(29)	18	49	30	7 016	711	6 305
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 282)	75	18	(25)	-	1	(1 214)	(1 214)	-
Instruments financiers dérivés à l'actif relatif à la dette	(30)	-	(11)	-	(53)	20	(73)	(18)	(55)
Trésorerie active	(1 313)	75	7	(25)	(53)	21	(1 287)	(1 232)	(55)
Endettement financier net	5 411	300	(22)	(7)	(4)	51	5 729	(521)	6 250

(a) Au 30 juin 2025, ce poste comprend uniquement des tirages sur facilités de crédit portées par des filiales. La facilité de crédit de 750 millions d'euros portée par SUEZ S.A. demeure non tirée.

(b) Les autres emprunts incluent notamment la dette financière envers Veolia correspondant aux transferts économiques en cours au 30 juin 2025 pour un montant de 3 millions d'euros (1 million d'euros au 31 décembre 2024).

En 2025, le Groupe a eu recours à son programme de billets de trésorerie déposé auprès de la Banque de France. Au 30 juin 2025, leur encours atteint 342 millions d'euros.

Le 2 juillet 2025, SUEZ a émis une souche de 250 millions d'euros sur ses emprunts obligataires à échéance novembre 2033, portant un taux d'intérêt de 4,50%.

Flux contractuels non actualisés aux activités financières

Afin de refléter au mieux la réalité économique des opérations, les flux liés aux dérivés enregistrés au passif et à l'actif présentés ci-dessous correspondent à des positions nettes. Les valeurs présentées sont de signe positif dans le cas d'un passif, et de signe négatif dans le cas d'un actif.

Les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité et par nature sont les suivants :

30 juin 2025 (en millions d'euros)	Total	< 1 an	[1 à 2 ans[[2 à 5 ans[> 5 ans
Emprunts obligataires	5 501	-	750	1 650	3 101
Billets de trésorerie	342	342	-	-	-
Tirages sur facilités de crédit	104	-	40	19	46
Autres emprunts bancaires	156	63	35	44	14
Autres emprunts	87	32	4	19	32
Emprunts	6 191	437	829	1 732	3 193
Dettes de location	709	130	119	247	213
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	28	28	-	-	-
Encours des dettes financières	6 927	595	948	1 979	3 406

Note 12 Capitaux propres

12.1 Capital social

Au 30 juin 2025, le capital social individuel de la société SUEZ S.A. est constitué de 6 328 187 416 actions ordinaires et 51 800 662 actions de préférence d'une valeur nominale de 0,01 €. Sur ce nombre d'actions, 146 096 556 actions ordinaires et 51 800 662 actions de préférence sont considérées comme des instruments de dette dans les comptes consolidés.

	Valeur (en millions d'euros)				
	Nombre d'actions (dont autodétenues)*	Actions ordinaires	Actions de préférence	Capital social	Primes
Nb d'actions composant le capital social individuel	6 379 988 078	6 328 187 416	51 800 662	63	5 946
Actionnariat salarial (reclassement en instruments de dette)	(197 897 218)	(146 096 556)	(51 800 662)	(1)	(138)
Au 31 décembre 2024	6 182 090 860	6 182 090 860	-	62	5 808
Nb d'actions composant le capital social individuel	6 379 988 078	6 328 187 416	51 800 662	63	5 946
Actionnariat salarial (reclassement en instruments de dette)	(197 897 218)	(146 096 556)	(51 800 662)	(1)	(138)
Au 30 juin 2025	6 182 090 860	6 182 090 860	0	62	5 808

* Dont 21 726 948 actions ordinaires, 6 912 353 actions de préférence et 7 099 494 bons de souscription en action au 30 juin 2025 (16 759 406 actions ordinaires, 5 199 734 actions de préférence et 5 175 981 bons de souscription en actions au 31 décembre 2024)

En accord avec les résolutions votées par l'Assemblée Générale de SUEZ S.A. du 27 juin 2025, aucun dividende n'a été versé au cours du premier semestre 2025.

12.2 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sur les filiales consolidées par intégration globales sont considérées comme des éléments de capitaux propres.

Elles s'élèvent à 403 millions d'euros au 30 juin 2025 et se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Macau Water & Shanghai Chemicals industrial (Asie pacifique)	132	173
Nuove Acque (Italie)	70	66
Prospect Water Partnership (Australie)	52	56
Boone Comenor	38	41
République Tchèque	41	42
EnviroServ (Afrique du Sud)	35	39
Autres	35	35
TOTAL	403	452

Note 13 Provisions et passifs éventuels

13.1 Evolution des provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Variations liée à la désactualisation ^(a)	Transferts	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres	30 juin 2025
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	281	9	(13)	-	4	1	(3)	1	(9)	271
Risques sur participations	8	0	(0)	-	-	(2)	-	0	-	6
Garantie	8	1	(1)	-	-	0	(0)	0	-	8
Risques fiscaux, autres litiges et réclamations	47	2	(19)	-	-	(0)	(0)	(0)	-	29
Reconstitution de sites ^(b)	793	38	(40)	-	(15)	(0)	(5)	-	-	770
Restructurations	17	3	(4)	-	-	0	(0)	-	-	17
Activité de réassurance ^(c)	65	31	(9)	-	-	-	-	-	-	87
Autres risques ^(d)	97	16	(16)	(0)	0	4	(1)	-	-	99
Total Provisions	1 315	100	(102)	(0)	(11)	3	(9)	2	(9)	1 287
Total provisions courantes	161	20	(36)	(0)	0	(5)	(1)	(0)	0	139
Total provisions non courantes	1 154	80	(67)	-	(11)	8	(8)	2	(9)	1 149

(a) L'effet de désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme correspond à la charge d'intérêts calculée sur le montant net des engagements de retraite et de la juste valeur des actifs de couverture.

(b) Les provisions pour réaménagement et suivi long terme concernent l'activité Recyclage et Valorisation.

(c) Correspond à l'activité de réassurance de SUEZ Ré.

(d) Voir Note 13.4.

Les provisions s'élèvent à 1 287 millions d'euros au 30 juin 2025, dont 699 millions d'euros au titre de R&V France, 139 millions d'euros au titre de l'activité Déchets Dangereux, et 131 millions d'euros au titre de l'activité Eau France.

Les mouvements des provisions présentées dans le tableau ci-dessus sont ventilés de la façon suivante dans le compte de résultat consolidé :

(en millions d'euros)	(Reprises) nettes 2025	(Reprises) nettes 2024
Résultat des activités opérationnelles	(3)	(9)
Autres produits et charges financiers	(11)	(2)
Total	(13)	(12)

L'analyse par nature des provisions et les principes applicables à leurs modalités de calcul sont exposés ci-dessous.

13.2 Litiges fiscaux, autres litiges et réclamations

Ce poste comprend les provisions liées aux procédures en cours, concernant le personnel ou des organismes sociaux (redressement sur cotisations sociales...), aux litiges en cours relevant de l'activité normale du Groupe (réclamations de clients, litiges fournisseurs), aux redressements d'impôt et aux litiges fiscaux.

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays. Des provisions sont constituées au titre de ces litiges et arbitrages lorsqu'il existe une obligation (légale, contractuelle ou implicite) envers un tiers à la date de clôture, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de cette sortie de ressources peut être estimé avec une fiabilité suffisante.

Le montant des provisions constituées à ce titre au 30 juin 2025 s'élève à 29 millions d'euros dont :

- 8 millions d'euros au titre de contentieux fiscaux hors impôts sur les sociétés,
- 13 millions d'euros au titre de litiges sur des marchés et contrats principalement en France,
- 9 millions d'euros relatifs à des litiges envers le personnel et les organismes sociaux essentiellement en France.

13.3 Reconstitution de sites

La Directive européenne de juin 1998 sur les centres de stockage de déchets a instauré des obligations en termes de fermeture et de suivi long terme de ces centres. Ces obligations imposées au titulaire de l'arrêté d'exploitation (ou à défaut au propriétaire du terrain en cas de défaillance de l'exploitant) fixent des règles et conditions à observer en matière de conception et de dimensionnement des centres de stockage, de collecte et traitement des effluents liquides (lixiviats) et gazeux (biogaz) et instaurent un suivi trentenaire de ces sites.

En ce qui concerne les provisions pour réaménagement et suivi long terme des décharges, elles sont calculées site par site et sont constituées pendant la durée d'exploitation du site au prorata de la consommation du vide de fouille

(rattachement des charges et des produits). Les coûts qui devront être engagés lors de la fermeture du site ou pendant la période de suivi long terme (30 ans en général au sein de l'Union européenne après la fermeture du site, 20 ans en France en application de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 suivi d'une période de surveillance de 5 ans renouvelable et 60 ans en Grande-Bretagne) font l'objet d'une actualisation. Dans le cas des provisions pour réaménagement, un actif est constaté en contrepartie de la provision, et est amorti au rythme de la consommation du vide de fouille ou du besoin de couverture, c'est-à-dire dans l'exercice de sa constitution.

Le calcul de la provision pour réaménagement (lors de la fermeture du centre de stockage) dépend du type de couverture choisie : semi-perméable, semi-perméable avec drain, ou imperméable. Ce choix a une forte incidence sur le niveau de production future de lixiviat et par conséquent sur les coûts futurs de traitement de ces effluents. Le calcul de cette provision nécessite une évaluation du coût de réaménagement de la surface restant à couvrir. La provision comptabilisée dans l'état de situation financière en fin de période doit permettre le réaménagement de la partie non encore traitée (différence entre le taux de remplissage et le pourcentage de la surface du site déjà réaménagée). Chaque année, la provision est réévaluée sur la base des travaux réalisés et de ceux à réaliser.

Le calcul de la provision pour suivi long terme dépend des coûts liés à la production de lixiviat et de biogaz. Les principaux postes de dépenses de suivi long terme sont :

- la construction d'infrastructures (unité de valorisation de biogaz, installation de traitement des lixiviats) et les travaux de démolition des installations utilisées pendant la période d'exploitation ;
- l'entretien et la réparation de la couverture et des infrastructures (collecte des eaux de surface) ;
- le contrôle et le suivi des eaux de surface, des eaux souterraines et des lixiviats ;
- le remplacement et la réparation des points de contrôle (piézomètres) ;
- les coûts de traitement des lixiviats ;
- les dépenses liées à la collecte et au traitement du biogaz.

La provision pour suivi long terme est fonction du taux de remplissage du centre de stockage à la clôture de la période, des dépenses totales estimées par année et par poste (sur la base de coûts standards ou spécifiques), de la date prévisionnelle de fermeture du site et du taux d'actualisation utilisé pour chaque site (selon sa durée de vie résiduelle).

Au 30 juin 2025, ces provisions concernent principalement les entités R&V France pour 532 millions d'euros, SUEZ R&R Royaume-Uni pour 118 millions d'euros, les entités IWS pour 96 millions d'euros et EnviroServ pour 23 millions d'euros.

13.4 Autres risques

Ce poste comprend principalement des provisions pour risques divers liés au personnel, à l'environnement et à divers risques sur affaires. Au 30 juin 2025, celles-ci incluent principalement des pertes à terminaison sur les contrats de construction, des coûts de démantèlement et des provisions pour risques divers pour 73 millions d'euros dont 38 millions d'euros liés à l'activité Déchets et 30 millions d'euros liés à l'activité Eau.

13.5 Passifs éventuels

Le 7 avril 2025, un incendie s'est déclaré dans le centre de tri des collectes sélectives de Paris 17ème (Batignolles) que SUEZ exploite depuis 2021 pour le compte du Sycotm. Le site a été partiellement détruit, sans causer de victime. La recherche de la cause du sinistre est en cours d'analyse, et ses impacts financiers pour SUEZ sont en cours d'évaluation par les équipes opérationnelles, en lien avec la direction juridique et la direction des assurances du Groupe.

A ce jour, les conséquences matérielles et immatérielles du sinistre, qui sont encore sujettes à des incertitudes significatives, semblent relever des polices d'assurance de SUEZ. Une provision a été constituée correspondant à l'impact estimé pour SUEZ au travers des franchises, ainsi que des engagements de la captive de réassurance.

Note 14 Paiements fondés sur des actions

Les montants comptabilisés au compte de résultat au titre des paiements fondés sur des actions sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Plans d'attribution d'actions gratuites	(11)	(12)
Plan d'actionnariat salarial	(11)	(12)
Total	(22)	(24)

Ces charges sont comptabilisées conformément aux dispositions de la norme IFRS 2.

14.1 Plans d'attribution gratuite d'actions

La charge comptabilisée au 30 juin 2025 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions – charge comptabilisée en charges de personnel dans le résultat opérationnel courant – se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Plans LTI 2022	6	(4)
Plans LTI 2023	(7)	(6)
Plans LTI 2024	(10)	(2)
Total	(11)	(12)

Le Conseil d'Administration de SUEZ S.A. du 20 juillet 2022 a décidé l'attribution d'actions gratuites de performance en faveur de certains salariés et/ou mandataires sociaux de sociétés du groupe SUEZ. Ce plan porte sur un nombre maximal de 19 863 314 actions (pouvant être porté à un maximum de 26 929 121 actions en cas de surperformance).

Le Conseil d'Administration de SUEZ S.A. du 19 juillet 2023 a décidé l'attribution d'actions gratuites de performance en faveur de certains salariés et/ou mandataires sociaux de sociétés du groupe SUEZ. Ce plan porte sur un nombre maximal de 23 531 944 actions (pouvant être porté à un maximum de 30 808 796 actions en cas de surperformance).

Le conseil d'administration de SUEZ S.A. du 14 mai 2024 a décidé l'attribution d'actions gratuites de performance en faveur de certains salariés et/ou mandataires sociaux de sociétés du groupe SUEZ. Ce plan porte sur un nombre maximal de 22 081 738 actions (pouvant être porté à un maximum de 27 368 156 actions en cas de surperformance). Pour les trois plans, l'acquisition définitive de ces actions ne pourra avoir lieu qu'au terme d'une période d'acquisition de trois ans (à compter de la date du Conseil d'Administration ayant décidé la mise en place du plan) suivie d'une période de conservation de deux ans à compter de la date de livraison des actions.

En plus d'une condition de présence, le nombre d'actions définitivement acquises dépendra de la réalisation de différentes conditions de performance appréciées sur 3 ans :

- conditions de performance financière (évolution de l'EBITDA et du *Free Cash Flow*) pour 80%
- trois conditions liées à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise pour 20%.

Il a par ailleurs été décidé de l'attribution d'actions gratuites soumises uniquement à des conditions de présence :

- Décision du 5 juillet 2023 de la PDG, agissant en vertu de la subdélégation de compétence accordée par le Conseil d'administration du 7 février 2023, d'une attribution gratuite de 500 000 actions de la Société réalisée au bénéfice d'un bénéficiaire désigné. L'acquisition définitive de ces actions ne pourra avoir lieu qu'au terme d'une période d'acquisition d'un an à compter de la date d'attribution du plan ;
- Décision par le Conseil d'Administration de SUEZ S.A. du 19 juillet 2023, d'attribuer 750 000 actions gratuites en faveur de certains salariés au Royaume-Uni dont l'acquisition est soumise à une condition de présence de deux ans.

Les mouvements intervenus relatifs à ces plans d'attribution gratuite d'actions sont les suivants :

	Plan LTI 2022	Plan LTI 2023	Plan LTI 2024	Total
Nombre d'actions au 31 décembre 2024	13 216 417	20 437 102	21 683 589	55 337 108
Actions attribuées sur l'exercice				-
Actions livrées sur l'exercice				-
Actions annulées sur l'exercice	(585 378)	(704 630)	(119 213)	(1 409 221)
Nombre d'actions au Semestre clos le 30 juin 2025	12 631 039	19 732 472	21 564 376	53 927 887

La liquidité des actions, à compter de leur livraison, sera assurée par SUEZ S.A. Ces plans sont qualifiés, selon la norme IFRS 2, de *cash-settled plans*. En conséquence le groupe reconnaît une charge de personnel sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'un passif évalué à la juste valeur à la date d'attribution et à chaque clôture jusqu'à date de règlement, la variation de juste valeur du passif étant reconnue en résultat.

Les actions relatives au plan 2022 ont été livrées le 21 juillet 2025. La validation de la réalisation des conditions de performance par le conseil d'administration du 17 juillet 2025 a conduit à une reprise de 11 millions d'euros au 30 juin 2025.

La charge et le passif de l'ensemble des plans au 30 juin 2025 s'élèvent respectivement à 11 millions d'euros charges sociales incluses (5 millions d'euros hors charges sociales) et à 43 millions d'euros, sur la base d'une juste valeur de l'action estimée à 1,24 € au 30 juin 2025 (valeur de 1,16 € au 31 décembre 2024), soit 9 millions d'euros hors charges sociales.

En termes de sensibilité, une variation de +10% de la valeur de l'action des plans 2023 et 2024 augmenterait le passif de 4 millions d'euros au 30 juin 2025.

14.2 Plans d'actionnariat salarié

La charge comptabilisée au 30 juin 2025 au titre des plans d'actionnariat salarié – charge comptabilisée en charges de personnel - se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Plan GO SUEZ 2022 - Formule re-invest	(4)	(3)
Plan GO SUEZ 2022 - Formule classique	(1)	(4)
Plan GO SUEZ 2022 - Formule multiple	(6)	(6)
Total	(11)	(12)

Dans le cadre de la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'administration de la société SUEZ S.A. avait, en date du 17 juillet 2022, décidé de procéder à une augmentation de capital en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux du groupe par émission d'actions ordinaires nouvelles assorties, selon les différentes formules de plan d'actionnariat salarial, de l'attribution gratuite d'actions de préférence (ci-après « ADP ») ou de bons de souscription d'actions (ci-après « BSA »).

L'investissement des salariés s'effectue par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Go SUEZ (ci-après le « FCPE »).

Les principales caractéristiques des plans mis en place et des émissions d'actions et autres instruments associées sont détaillées ci-après.

	Go SUEZ Reinvest	Go SUEZ Classique	Go SUEZ Multiple
Fonctionnement résumé du plan	A la fin de la période de blocage de 5 ans ou en cas de sortie anticipée, si le prix de l'action SUEZ est supérieur au prix de référence de 1 €, la valeur des avoirs sera égale à l'investissement initial plus 2,2 fois la plus-value sur l'action SUEZ. Les dividendes attachés aux actions ordinaires sont automatiquement réinvestis dans le FCPE donnant lieu à l'émission de nouvelles parts.	A la fin de la période de blocage de 5 ans ou en cas de sortie anticipée, le montant du rachat correspondra au prix de l'action SUEZ. Les dividendes attachés aux actions ordinaires sont automatiquement réinvestis dans le FCPE donnant lieu à l'émission de nouvelles parts.	Ce plan garantit au bénéficiaire, à échéance, de récupérer 100% de son apport personnel. Si à la fin de la période de blocage de 5 ans, le prix de l'action SUEZ est supérieur au prix de référence de l'action SUEZ fixé à 1 €, le gain sera égal à 7,2 fois la différence. En garantie de l'apport personnel et de l'effet multiplicateur, les bénéficiaires renoncent aux dividendes éventuels.
Principales caractéristiques des	Souscription d'actions ordinaires à un prix de 1 €. A chaque action	Souscription d'actions ordinaires à un prix de 1 € déduction faite	Souscription d'actions ordinaires à un prix de 1 € déduction faite

émissions fixées par le Conseil d'Administration	ordinaire souscrite est attribuée 1,2 actions de préférence	d'une décote en numéraire de 20%, soit 0,8 € par action. Un abondement en numéraire payé par l'employeur vient compléter la souscription des salariés	d'une décote en numéraire de 2,41%, soit 0,9759 € par action. La capacité d'investissement du bénéficiaire est augmentée par un complément bancaire de 8,759 fois son apport personnel. A chaque action ordinaire souscrite est attribuée 0,72 BSA
Montant des souscriptions	43 167 219	14 634 329 ⁽¹⁾	82 596 688
Nombre d'actions ordinaires initialement émises	43 167 219	18 292 912	84 636 426
Nombre d'actions de préférence initialement émises	51 800 662	-	-
Nombre de BSA initialement émis	-	-	60 938 226

(1) Abondement versé en numéraire par l'employeur inclus

Afin de permettre au FCPE de satisfaire aux cas de déblocages anticipés et, le cas échéant, de racheter les avoirs devenus disponibles, la société SUEZ S.A. s'est engagée à assurer la liquidité du FCPE en rachetant l'ensemble des titres et des actions ordinaires pouvant résulter de la conversion des instruments émis.

Ce plan est qualifié selon IFRS2 de *cash-settled plan*. En conséquence le groupe reconnaît une charge de personnel en contrepartie d'un passif évalué à la juste valeur, passif qui est réévalué à chaque clôture jusqu'à date de règlement, la variation de juste valeur du passif étant reconnue en résultat.

Le groupe comptabilise les impacts suivants au titre de ces plans d'actionnariat salarié :

- Reconnaissance d'une charge de personnel au titre des décotes en numéraire, de l'abondement en numéraire accordé par l'employeur, ainsi que des actions de préférence et des BSA attribués gratuitement ;
- Comptabilisation du montant des souscriptions en trésorerie ;
- Reconnaissance d'un passif (dettes sociales) correspondant au nombre d'instruments émis évalués à leur juste valeur à la date de clôture ;
- Reconnaissance d'un actif financier au titre du pré-paiement réalisé par SUEZ auprès d'une banque afin de couvrir la valeur de rachat des titres à maturité.

Au 30 juin 2025, le Groupe a réévalué le passif pour tenir compte de la variation de la juste valeur des instruments à la date de clôture (juste valeur d'une action ordinaire estimée à 1,24 euro, juste valeur d'une action de préférence et d'un bon de souscription d'actions estimée à 0,30 euro) et du nombre d'instruments en circulation à date de clôture. La charge et le passif ainsi reconnus au 30 juin 2025 s'élèvent respectivement à 11 millions d'euros et à 187 millions d'euros. L'actif financier s'élève à 75 millions d'euros au 30 juin 2025.

En termes de sensibilité, une variation de +10% de la juste valeur de l'ensemble des instruments augmenterait le passif de 19 millions d'euros au 30 juin 2025.

Note 15 Transactions avec les parties liées

15.1 Transactions avec les actionnaires

Au 30 juin 2025, les positions avec la société SUEZ Holding comprennent un compte courant de trésorerie débiteur pour 300 millions d'euros et une créance d'intégration fiscale en compte courant de 8 millions d'euros. Les intérêts versés sur le premier semestre 2025 s'élèvent à 4 millions d'euros, contre 4 millions d'euros sur le premier semestre 2024.

Aucune autre transaction significative n'a été enregistrée sur le premier semestre 2025.

15.2 Transactions réalisées avec les activités conjointes, les coentreprises et les sociétés associées

Ces transactions concernent les transactions avec les sociétés associées et coentreprises du groupe SUEZ. Les montants des opérations réalisées au cours du premier semestre 2025 avec ces sociétés sont présentés ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025		Semestre clos le 30 juin 2024	
Transactions avec les sociétés associées		Transactions avec les coentreprises		
Produits / (charges)		Produits / (charges)		
SENEAU	1	France Plastique Recyclage		5
Green Metals	1	Autres		1
Aquasure Holding	1			
Biosynergy	(1)			
Qingdao Qinghuan Water Investment Co. Ltd.	(6)			
Autres	2			
Créances / Prêts		Créances / Prêts		
Aquasure Holdings	27	France Plastique Recyclage		29
SENEAU	13	Panjin Sino French Water Supply Co. Ltd.		1
SCP SITA Waste Services Co. Ltd.	6	DropMI S.r.l.		1
Biosynergy	12	Autres		1
ROANNE BIOENERGIE	4			
Autres	11			
Dettes		Dettes		
The Future Is Neutral	2	Terrial SAS		0
SARDI	1	STE VOSGIENNE POUR LA VALORISATION DES DECHETS		0
Autres	0	Autres		1

15.3 Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants s'entendent comme les membres du conseil d'administration et/ou du comité exécutif de la société SUEZ S.A. présents au 30 juin 2025.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2025	Semestre clos le 30 juin 2024
Rémunération (y compris indemnités)	(5)	(6)
Avantages en nature	-	-
Indemnités de fin de mandat	-	-
Avantages court terme (coût des services rendus)	(5)	(6)
Cotisations au titre de régimes de retraite supplémentaire à cotisations définies	(0)	(0)
Paiements fondés sur des actions (hors charges sociales)	(2)	(2)
Autres avantages accordés aux principaux dirigeants	(2)	(2)

Les principaux dirigeants présents au 30 juin 2025 disposent de 2 967 600 actions gratuites de performance dont les conditions d'acquisition sont présentées en Note 14. Ce nombre tient compte des actions annulées dans le cadre de l'application des conditions de performance du plan LTI 2022.

Il n'existe aucune transaction de type prestations de services entre les principaux dirigeants et les entités du groupe.

Note 16 Evènements postérieurs à la clôture

Le 1er juillet 2025, SUEZ a lancé un nouveau programme d'actionnariat salarié ("Go SUEZ 2025") sur la base d'un prix de l'action à 1,24€. Avec ce programme, SUEZ offrira deux formules aux employés et dirigeants de 10 pays et régions administratives : la formule Go SUEZ Classique et la formule Go SUEZ Multiple, structurées selon des principes similaires à ceux du programme précédent : une décote de 20% et un abondement de l'employeur pour le Go SUEZ Classique, et une garantie de l'apport personnel et un levier sur la hausse du prix de l'action pour le Go SUEZ Multiple.

L'investissement des salariés s'effectuera également par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Go SUEZ ("FCPE").

Afin de satisfaire les garanties octroyées par le Go SUEZ Multiple (garantie de l'apport et levier), les montants investis par les employés seront nantis par le FCPE auprès d'une banque. L'augmentation de capital relative à ce programme aura lieu en septembre 2025 et pourrait atteindre jusqu'à 115 millions d'euros.

Par ailleurs, le 2 juillet 2025, SUEZ a réalisé avec succès un abondement de 250 millions d'euros de la souche obligataire arrivant à maturité en novembre 2033, à un taux de 4,50%.

Le 8 juillet 2025, un incendie sur la voie publique s'est propagé au pôle multi-filières de SUEZ à Jas de Rhodes. L'incendie a causé des dommages à l'ensemble des installations du site à différents degrés. Le site est désormais à l'arrêt. Le Groupe est en cours d'évaluation des impacts financiers qui, après prise en compte de la police d'assurance, pourraient s'avérer matériels.